

# Lutte de classe

## Le PT sur le même axe que la LCR et LO : la lutte, la lutte !

Je vous propose une lecture critique du n°805 d'*Informations ouvrières*.

Dans l'éditorial du n°805 d'*Informations ouvrières*, Marc Gauquelin s'en prend à l'indépendance de la BCE. Tout irait tellement mieux si la BCE dépendait des nations cher au cœur des dirigeants du PT, si la Banque de France était indépendante, c'est ce qu'il suggère implicitement.

Il s'en prend ensuite aux taux d'intérêts trop élevés imposés par la BCE. Au Japon quand ils étaient à zéro cela n'a pas empêché le développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, sans oublier les délocalisations vers la Corée du Sud, l'Inde et la Chine, notamment. Pourquoi ne le dit-il pas ? Pourquoi n'en tient-il pas compte ? Il ne le saurait pas ?

Et voyez-vous cela, « *même le ministre de l'Industrie allemand "s'est permis de le dire"* », on justifie sa politique comme l'on peut de nos jours que voulez-vous...

Pour ne pas être en reste avec ses mentors, les formules à relents nationalistes ponctuent son discours dans presque chaque paragraphe selon une orientation politique bien précise : « *l'édifice de l'État républicain* », « *les pays d'Europe* », « *le pays* » est menacé, grand dieu, on en a des frissons dans le dos, « *les nations européennes* », les uns et les autres comprenant pêle-mêle toutes les classes de la société, bien pratique lorsque l'on est sur une ligne réformiste... Et après cela ils veulent construire un parti indépendant. De qui ? Pas de la bourgeoisie en tout cas. La transition est facile à faire avec la page suivante.

Page 2, les républicains sont de retour, qui dit républicains, dit adeptes issus de toutes classes confondues des principes républicains qui concourent à la survie de la république démocratique bourgeoise. Vous comprenez pourquoi la perspective d'en finir avec l'État bourgeois ne figure pas dans la perspective politique du PT, lisez plutôt :

*« Nous nous adressons fraternellement aux militants socialistes, aux militants communistes, aux syndicalistes, aux républicains qui veulent le respect du vote du 29 mai 2005 et la rupture avec l'Union européenne afin d'organiser ensemble la convention ouvrière et socialiste des 24 et 25 novembre 2007 pour un parti ouvrier indépendant. C'est, à notre avis, le point d'appui indispensable pour avancer dans la réalisation de l'unité indispensable pour faire échec aux plans mortels contre la Sécurité sociale, ses assurés, son personnel. »*

Ils avouent sans le dire explicitement, alors je vais le faire à leur place, que le vote du 29 mai 2005 a été le résultat de l'addition de voix sur des orientations politiques différentes, y compris nationalistes ou souverainistes (De Villiers et Le Pen). Tandis que le prolétariat a voté ce jour-là en masse contre la politique du gouvernement, la racaille conservatrice a fait voter non pour défendre le pré carré du capitalisme français, ce qui n'est évidemment pas tout à fait la même chose. Que le PT n'en ait cure, nous en sommes tous témoins. Il ne pouvait pas en être autrement puisque cet amalgame honteux sera suivi par le soutien à Schivardi d'élus représentants directement les intérêts de la bourgeoisie. Quelques mois plus tard, l'appel adressé aux républicains que nous avons sous les yeux prend tout son sens, il s'inscrit dans la même logique de compromission avec la bourgeoisie et fournit une idée précise de la nature du parti que le PT entend construire. Rien à voir avec un véritable parti ouvrier, encore moins avec un parti révolutionnaire.

Dans un autre article, le PT poursuit la même politique de collaboration de classes en entonnant le front unique en direction d'élus d'un parti qui collabore ouvertement avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, sans doute pour faire pression sur lui et l'obliger à changer de cap, un leurre qui à cette étape s'assimile à une trahison.

*« Jean-Marie Le Guen est médecin, responsable national du Parti socialiste aux questions de santé. Il est également député du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La section locale du Parti des travailleurs lui a adressé la lettre ouverte suivante. »*

*Monsieur Le Guen, nous demandons à vous rencontrer. La population veut l'unité. La gravité de la situation l'exige. Appelez à manifester. ».*

Bref, les incantations habituelles en direction des appareils pourris pour leur donner un semblant de légitimité que les travailleurs ne leur reconnaissent plus.

La population ne veut pas de l'unité avec la canaille vendue du PS et du PCF, une contrevérité que les dirigeants du PT entretiennent savamment depuis un demi-siècle pour tromper les masses et leur interdire de construire un véritable parti révolutionnaire. Qu'est-ce que le prolétariat aurait à attendre du PS et PCF qui l'ont toujours trahi ? Rien. En fait, c'est le PT qui le prétend et personne d'autre. La méthode consiste ici à faire dire aux travailleurs une chose qu'ils n'ont jamais dite, pour ensuite prétendre que le PT ne fait que répondre à leurs attentes. C'est un procédé frauduleux parmi d'autres.

Page 3. Pour les militants du PT, donc d'un parti politique, « *l'essentiel* » se réduit exclusivement à des questions d'ordre syndical. Les travailleurs exigent autre chose et ils ont raison. En tant que parti politique, il est de notre devoir de poser clairement la question du combat pour la conquête du pouvoir politique.

Devant l'usine Renault de Choisy : « *En quelques mots, la discussion touchait souvent à l'essentiel. Qu'on en juge à l'échange suivant, avec un ancien délégué syndical.* ». Dans la discussion : « *Parti ouvrier, oui, mais ce n'est pas simple, il faut des bases claires. (...) Parti « ouvrier », c'est vague. Il faut être plus précis. Quand on est uni, cela donne la force, mais il y a des partis qui regardent d'abord leurs propres intérêts* » Si vous saviez mon brave monsieur !

Puisque l'on parle de la construction d'un nouveau parti ouvrier, il me semble qu'un certain nombre de points essentiels devraient être obligatoirement abordés, pour qu'elle se mène sur « *des bases claires* », et selon ma conception du combat politique (révolutionnaire), cela ne signifie pas seulement définir un objectif politique, mais aussi les moyens pour l'atteindre. Or, en dehors d'un parti fondé sur le modèle du parti bolchevik, ses principes, son objectif, sa méthode, la révolution prolétarienne, je ne vois pas ce qui nous permettrait de vaincre. Le PT ne poursuit aucun objectif politique avoué en dehors de son combat pour la défense de la démocratie... bourgeoise, du même coup la question des moyens ne se pose même pas, ce qui évite bien des discussions, pratique, non ?

Une intervenante sur le marché de Valenton : « *Moi, je pense qu'il faut quelque chose d'autre et tous ensemble. Les partis qu'on a connus, ça n'a plus de sens. Je vais réfléchir à votre proposition de réunion pour un nouveau parti ouvrier en lisant votre journal.* »

« *Quelque chose d'autre* » que tous les partis que nous avons connus jusqu'à présent et qui nous ont conduit dans une impasse, y compris le PT, il faut le préciser pour ne pas tromper les travailleurs. Eh oui, il faut tout dire!

A Fourmies, Jean-Luc Pérat (PS) s'adressent à Fillon sur une initiative du PT. Émouvant, à quand une visite à l'Elysée ou à Matignon ?

« *Il informe également des courriers qu'il a adressés à M. Fillon, Premier ministre, et Mme Bachelot, ministre de la Santé.* » On en vient à se demander s'ils ont réellement compris que Sarkozy avait été élu par ses pairs pour satisfaire uniquement leurs intérêts.

Comme toujours le PT est à la traîne du mouvement ouvrier, il privilégie et s'appuie sur l'arrière-garde du prolétariat (et la petite-bourgeoisie) qui s'est laissé séduire par les sirènes des promesses trompeuses de Sarkozy ou qui pourrait se laisser abuser à attendre quelque chose du gouvernement. Ce sont les couches les moins conscientes politiquement qui ont encore des illusions dans Sarkozy et le PS, ceux que le PT entend abuser avec sa tactique du front unique, tandis que le PS collabore quotidiennement avec l'UMP.

A quoi doivent servir des militants engagés dans un parti politique ? Réponse du PT : défendre des revendications économiques et sociales exclusivement, en voici deux nouvelles preuves :

A Fourmies toujours : « *Trois mois de campagne pour le maintien du « point accueil » de la Sécurité sociale* ». Point, ne cherchez pas la suite, il n'y en a pas. Les revendications sociales ne sont reliées à aucune revendication ou mot d'ordre politique, ce qui réduit l'action des militants au trade-unionisme.

Dans le Pas de-Calais : « *Chaque fois, nous expliquions ce qu'est la Sécurité sociale de 1945 et la notion de salaire différé.* ». Même constat.

On ne sait pas s'ils n'expliquent que cela chaque fois, mais chaque fois cela ne va pas plus loin dans le récit de leurs interventions, chacun peut le vérifier lui-même. Ne m'accusez pas d'être médisant, on ne peut tout de même pas inventer ce qui n'existe pas, désolé.

Page 10, on avait le droit au même couplet : « *Depuis plusieurs mois, la section du Parti des travailleurs de Vigneux lutte contre la fermeture du centre de la Sécurité sociale.* » et ne fait rien d'autre... Il faut bien occuper les militants. C'est le même axe que la LCR et LO, la lutte camarade, la lutte... Bref, privilégier le mouvement spontané des masses au détriment d'une véritable orientation révolutionnaire.

Page 4, à propos de la mise en examen de de Villepin : elle « *marque le franchissement d'un nouveau pas dans la décomposition des institutions de la Ve République.* ».

Ils le répètent sans discontinuer depuis près d'un demi-siècle ! A croire que les institutions de la Ve République seraient le produit d'une génération spontanée qui se renouvellerait par une opération du Saint-esprit ! Le choix de Sarkozy par la bourgeoisie pour représenter ses intérêts, c'est la revanche des bonapartistes sur les bourgeois républicains de la IIIe République...

Dans un autre article, Attali est présenté comme « *un ancien conseiller* » de Mitterrand, plus loin comme un homme de « *gauche* », mais pas comme un dirigeant du PS, on pourrait donc penser que son appartenance au PS appartiendrait au passé, or ce n'est pas le cas.

« *Le 24 juillet, Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand, a à son tour répondu aux sirènes de « l'ouverture » voulue par Nicolas Sarkozy, en acceptant de présider une « commission sur les freins à la croissance ».*».

Un article dont Attac est la cible.

« *Qu'est-ce que la mise en place « d'actions de prévention », sinon le transfert sur l'individu de la responsabilité de sa santé ? Amis lecteurs, vous connaissez la campagne de la Caisse nationale d'assurance maladie sur « le bien-manger » ? « Manger cinq fruits et légumes par jour vous maintiendra en bonne santé. » « Ils n'ont pas de pain, disait Marie-Antoinette, qu'ils mangent de la brioche. » Ils ne peuvent pas se soigner ? Qu'ils mangent des fruits et légumes ! »*

Amalgame déplacé, citation plaquée, manipulation. Pourquoi ? Si la valeur d'une marchandise correspond au temps socialement nécessaire à sa production, les capitalistes vont chercher à réduire le coût de reproduction des forces du travailleur, or les fruits et les légumes sont plus chers et valent moins bien que du pain ou des brioches de mauvaise qualité.

On aurait très bien pu interpréter « *la campagne de la Caisse nationale d'assurance maladie sur « le bien-manger » ?* » vantant les bienfaits des fruits et des légumes comme un conseil contre les saloperies sucrées ou salées sous cellophane que bon nombre de travailleurs et leurs enfants consomment sans modération, dans ce cas-là, elle serait plutôt salutaire.

Ceux qui ne comprendront rien à ce qu'ils viennent de lire vont m'accuser de trahison, j'en rigole d'avance, bien que ce soit navrant et le produit de l'ignorance. Le contenu de cet article est d'autant plus stupide qu'il avait pour thème la prévention et non le traitement des maladies. Au PT, on ignore évidemment que nous sommes ce que nous mangeons pour l'essentiel, avec un peu de dialectique

cela évite de confondre les causes et les conséquences. Je ne pense pas que la CNAM ait prétendu qu'on pouvait se guérir ou remplacer des médicaments par des carottes ou des oranges !

Mais ce genre d'articles de la part du PT ne me surprend pas. Ils sont adeptes des Ogm, sans doute parce que les altermondialistes sont contre, de la même manière, je les soupçonne de privilégier la médecine allopathique à la médecine homéopathique, ne parlons pas des autres médecines. Quant à la place et la dimension de l'alimentation dans la santé humaine, c'est une question qui doit leur échapper totalement.

Dans le serment d'Hippocrate, on peut lire ceci : « *Dans toute la mesure de mes forces et de mes connaissances, je conseillerai aux malades le régime de vie capable de les soulager et j'écarterai d'eux tout ce qui peut leur être contraire ou nuisible.* ». Que fait le médecin allopathe ? Il s'attaque à réduire les conséquences d'un déséquilibre biologique qui s'est traduit par l'apparition de la maladie, à l'aide de médicaments. Que fait le médecin homéopathe ? Il s'attaque à la fois aux causes et aux conséquences des désordres biologiques et surtout s'il est consciencieux, il prend en compte le régime alimentaire de son patient et le conseille utilement dans ce domaine, etc. Il est évident que les désordres biologiques proviennent en grande partie de notre mode de vie, disons en règle générale, en premier lieu de notre alimentation. Négligez cette fonction essentielle, c'est ne pas chercher à rétablir le bon fonctionnement de l'ensemble des organes du corps humain qui inclut la production des anticorps notamment.

Au passage, le pain blanc (ou la brioche, sic !) est un produit mort dont les vitamines, les fibres, les oligo-éléments et les protéines (provenant du germe) ont été extraites au moment du raffinage par différents procédés mécaniques ou thermiques. Il est classé par les diététiciens dans la catégorie des aliments décalcifiants, au même titre que le sucre et le riz blanc, ainsi que la plupart des aliments ayant subi un raffinage.

Utiliser frauduleusement la prévention pour attaquer la Sécu comme le fait le gouvernement en faisant un amalgame entre la surconsommation de médicament et une alimentation anarchique ou déséquilibrée, on ne peut pas le laisser passer, à condition de ne pas tout confondre et raconter n'importe quoi et de se livrer soi-même à un amalgame, or c'est le cas ici.

Page 5, à propos de la remise en cause du droit de grève.

« *Ce texte de loi constitue, à double titre, un grave danger contre le mouvement ouvrier. D'une part, il subordonne les organisations syndicales au patron, ouvrant ainsi la voie à un système corporatiste.* »

Qui subordonne qui au juste dans cette affaire ? Ce texte de loi subordonne qui veut bien être subordonné, non ? Alors pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi ne pas dire les choses clairement, c'est-à-dire, que les dirigeants syndicaux - qui une fois de plus ne sont pas cités dans cet article, acceptent cette subordination en participant au « dialogue social » ? Pour pouvoir ensuite entonner le front unique avec ceux qui subordonnent justement les intérêts du prolétariat à la bourgeoisie ?

Le cadre du « dialogue social » incluait comme préalable précisément la soumission des syndicats au patronat, accepter ouvertement ou implicitement de discuter des principes établis dans ce projet de loi constituait une trahison ou l'amorce d'une trahison qui devait se produire infailliblement. On a le droit de se poser une question : Quels intérêts défend réellement le PT ? A mon avis, uniquement celui de son appareil lié à ceux des syndicats FO et CGT.

Mais le PT joue aussi la carte de la division, en dénonçant les uns mais pas les autres, ils choisissent de parler de ce qui les arrange en fonction de leur agenda et leur tactique. Ils s'en prennent à Attac, la LCR, Sud dans le même numéro, un hasard évidemment sachant que ces trois organisations ont des points communs et des liens ...

Par exemple, page 6, c'est au tour de Sud, un syndicat délaissé et non reconnu comme syndicat représentatif par le PT : « *Aujourd'hui, le plus important syndicat de la DGI, le SNUI (affilié à Solidaires, qui regroupe les SUD) vient de faire savoir sa préférence pour la fusion fiscale de la Direction générale des impôts (DGI) et la Direction générale de la comptabilité publique (CP).* »

Question : les dirigeants de Solidaires ne seraient-ils pas à mettre dans le même sac que ceux de la CGT, de FO, etc. ?

« *Le capital financier sait trop bien que, pour espérer faire passer son programme de démantèlement social, c'est un préalable (la loi restreignant le droit de grève dans les transports), sur lequel il s'est cassé les dents par le passé (...). C'est pour cela que Sarkozy veut associer les syndicats à son plan et faire passer sa loi dite des préventions des conflits, c'est-à-dire la remise en cause du droit de grève (...).* »

Mais qu'est-ce qui rend possible ce « préalable », si ce n'est l'acceptation du cadre du « dialogue social » des dirigeants syndicaux pourris. Pourquoi *Informations ouvrières* ne le dit nulle part ? Double langage pour couvrir les appareils. D'ailleurs, il faut parler des dirigeants syndicaux qui sont « associés » à Sarkozy, mais pas les syndiqués dont le mandat est foulé constamment aux pieds.

Page 6 toujours, comment ils soutiennent l'ordre bourgeois établi. Dans un article on peut lire que « *le gouvernement remet à la fois en cause le statut de la fonction publique et les fondements mêmes de la République.* » démocratique bourgeoise, on en frémit d'horreur !

Et sur le même refrain, ils continuent plus loin : « *Pour prévenir le retour des abus et de la corruption, le principe a été établi, particulièrement avec l'avènement de l'État républicain* ».

Voyez-vous cela, le fonctionnement actuel de l'administration française hérité de l'époque glorieuse de la Révolution bourgeoise de 1789 serait un garant contre la corruption, c'est ce que le PT dit ouvertement, alors que chacun sait qu'il en faut plus pour intimider les corrupteurs et les corrompus. Voilà comment le PT en vient à donner des leçons de bonne conduite à la bourgeoisie, pathétique !

Pour ne pas être en reste, dans un autre article : « *L'éclatement du statut fait partie de l'arsenal de dispositions annoncées par le gouvernement dans le cadre de la « révision générale des politiques publiques » visant à remettre en cause, d'ici à mai 2008, toutes les règles et politiques nationales, à atomiser la République pour répondre aux exigences du pacte de stabilité européen.* », on en est littéralement tétanisé ! Donc, si l'on comprend bien, il suffirait que « *toutes les règles et politiques nationales* » respectent le cadre de la République bourgeoise parlementaire pour que nous vivions dans le meilleur des mondes, non ?

Un autre article titré : *Le pouvoir d'achat des fonctionnaires recule*, le PT s'émeut :

« *Au bas de l'échelle, 10 % d'entre eux ont gagné moins de 1 287 euros nets par mois* ». Le PT est beaucoup moins prolifique lorsqu'il s'agit des travailleurs du secteur privé, simple constatation.

Rappelons quelques chiffres au passage : 17% des travailleurs sont au Smic (information fournie par Force ouvrière), soit sur 29 millions d'actifs, environ 5 millions, plusieurs millions perçoivent entre 100 et 300 euros de plus que le Smic, 1,2 millions sont au Rmi, plus de 50% des chômeurs ne perçoivent aucune allocation de l'Assedic, plus d'un million d'agriculteurs à la retraite touchent moins de 788 euros par mois, on peut penser qu'il y en a autant ou davantage issus d'autres secteurs d'activité, sans parler des centaines de milliers qui ne vivent qu'avec la retraite de reconversion de leur conjoint décédé, des centaines de milliers de jeunes de moins de 25 ans au chômage n'ont aucun droit et ne touchent aucune indemnité, plus de 800 000 stagiaires ne sont pas rémunérés ou une misère, à ceux là s'ajoutent les apprentis, les travailleurs en intérim ou à temps partiel, les centaines de milliers de chômeurs qui ont été radiés, etc.

Au total, si vous comptez deux enfants par famille, excepté pour les retraités et les jeunes, que trois salariés sur quatre vivent en couple et que parmi eux, dans trois couples sur quatre les deux travaillent, le nombre de travailleurs qui perçoivent moins de 1 287 euros doit atteindre environ 10 millions. Comparez ce chiffre au 10% des fonctionnaires qui perçoivent moins de 1 287 euros nets par mois, soit moins de 500 000, et déduisez-en ce que vous voudrez. Loin de moi l'idée d'opposer les travailleurs des secteurs public et privé, mais je constate encore une fois, que le PT se soucie des premiers et oublie délibérément les autres.

Page 7, ils reviennent sur la nécessité d'un nouveau traité européen formulée par le PCF, les Verts et la LCR. Toute revendication de ce type est inacceptable évidemment, puisque l'Union européenne est une agence du capitalisme mondial et rien d'autre. C'est comme si l'on demandait une réforme de l'ONU, c'est monstrueux !

Par contre, le PT ne supporte pas que la LCR lui emprunte ses mots d'ordre, ses dirigeants veillent jalousement comme des chiens de garde devant leur trésor : « *Quant à Olivier Besancenot, il est très radical : " Un référendum, c'est le minimum (...). Une assemblée constituante européenne, c'est la seule voie pour aboutir à l'élaboration d'une Constitution pour et par les peuples européens (...). Cela implique la rupture avec les traités existants. "* »

Admettons que la position de la LCR progresse sur la question de la rupture avec l'Union européenne, même si Besancenot ne va pas au bout de son raisonnement. Au lieu de partir de ce point positif, Marquiset va littéralement le pulvériser. Imaginez un instant un rapprochement entre le PT et la LCR : totalement inimaginable pour les dirigeants du PT. Il poursuit ainsi : « *Bigre ! Mais s'il faut prendre la formule au sérieux, pourquoi s'inscrire dans le cadre de la mécanique institutionnelle européenne en revendiquant un référendum ? Pourquoi ne pas formuler clairement le mot d'ordre de retrait des institutions européennes ? A moins de vouloir y revenir par la porte de derrière, pourquoi ne pas exiger : « Pas de nouveau traité européen ! Abrogation des traités de Rome, Maastricht et Amsterdam ! Quittons l'Union européenne ! » ? ».*

On a envie de répondre à ce donneur de leçons : et après ? Sachant que rien ni personne d'autre que la mobilisation révolutionnaire du prolétariat n'abattra les institutions de la Ve République qui par voie de conséquence aboutira immédiatement à la rupture avec l'Union européenne, cela ne coûte rien de marteler le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne, sauf à conduire les militants dans une impasse politique qui permet au gouvernement et à l'Union européenne de mettre en pratique tranquillement leur politique.

Demain la LCR expliquerait qu'il faut sortir de l'Union européenne, les dirigeants du PT trouveraient un autre prétexte pour attaquer la LCR, rien de plus facile, il suffirait d'évoquer son manque de volonté pour y parvenir et la chose serait entendue. En passant, cela prouve bien que ni l'abrogation des traités ni la rupture avec l'Union européenne ne suffise à eux seules à déterminer une orientation révolutionnaire, car seul le combat déterminé pour en finir avec la constitution et les institutions de la Ve République entraînerait concrètement à terme la chute de l'État bourgeois, préalable à la rupture avec l'Union européenne, mots d'ordre pour lesquels ni le PT ni la LCR ne sont prêts à engager le combat.

Quand la LCR reprend le mot d'ordre de « *rupture avec les traités existants* » cher au PT, n'y a-t-il pas là matière à envisager un combat commun sur ce point précis ? Impossible d'écarter d'avance les dirigeants du PT. Pourquoi ? Parce que la direction de la LCR aurait des arrières-pensées ? Parce que celle du PT n'en aurait pas par exemple ? J'ai plutôt l'impression qu'ils se foutent bel et bien des militants en vérité et que derrière leurs mots d'ordre se cachent des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux qu'ils prétendent défendre, sinon ils auraient un autre comportement. Si vous avez une meilleure explication, n'hésitez pas à nous la transmettre, nous la soumettrons à la discussion.

Page 8, comment semer des illusions dans le PS :

« *Ce rapport émane de la « mission parlementaire d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale » (MECSS), coprésidée par une députée du PS et un député UMP. Il a été rédigé par une députée du PS ! N'est-ce pas là un problème ? Peut-on comprendre que le PS soit d'accord avec l'UMP pour liquider l'action sociale des caisses de Sécurité sociale ? Est-ce l'intérêt de la population ? Qui peut le prétendre ? »*

Tous les travailleurs et les militants savent à quoi s'en tenir à propos du PS, sauf apparemment les dirigeants du PT ! Y aurait-il un problème parce que le PS collabore avec l'UMP ? Personnellement, je pense que c'est dans l'ordre des choses, puisque le PS est un parti bourgeois ce que le PT nie farouchement. Quand je vous dis que le PT tient absolument à ce que le PS survive et se refasse une santé, ils en font la preuve ici, je n'invente rien.

Page 9, une campagne peut en cacher une autre.

*« Décision est prise de constituer le comité de la Haute-Vienne pour la constitution d'un parti ouvrier. Les présents sont d'accord sur un socle commun de principes incontournables : reconnaissance de la lutte de classes, rupture avec les traités de l'Union européenne et indépendance réciproque des partis et des syndicats. L'objectif est fixé d'être représenté à la convention ».*

Sur la campagne du PT sur la Sécurité sociale. La dernière en date du même genre avait réuni plus de 100 000 signatures, il y a 2 ans, je crois. Souvenez-vous, Raffarin avait refusé de recevoir une délégation qui voulait lui remettre ces signatures... qui sont partis à la poubelle ! En fait, cette campagne n'avait pour objectif que de collecter des fonds et des adresses, pour ensuite aller revisiter les signataires et leur vendre *Informations ouvrières*, les travailleurs doivent le savoir. Si vous cherchiez l'objectif inavoué de la politique du PT, vous l'avez sous les yeux, et que l'on ne m'accuse pas de calomnies, c'est la stricte vérité, je n'y peux rien.

Face à la décomposition du mouvement ouvrier, une thérapie : l'amnésie !

*« J'adhère au comité, car je ne vois pas d'autre choix aujourd'hui, a dit un responsable syndical. La tâche est difficile, mais il y en a grand besoin. Nous entrons dans une période nouvelle. Il est indispensable de reconstruire sur un programme de classe, sans a priori sur le passé de chacun. ».*

Il est vrai qu'en partant de ce principe, cette initiative devrait rencontrer un certain écho. Qu'est-ce à dire « *reconstruire sur un programme de classe sans a priori sur le passé de chacun* », adieu veaux, vaches, cochons, tirons ensemble un trait sur le passé, n'y pensons plus surtout on pourrait se faire mal et repartons de zéro comme si de rien n'était. Avec de tels principes, ils vont aller loin assurément. Qui ménage sa monture...

Vous aurez noté la présence dans ce comité de Jo Salamero présenté comme un syndicaliste et un militant laïque, alors qu'il est le directeur de la revue *La Raison* éditée par la Libre Pensée dirigée et contrôlée entièrement par le PT ! Un syndicaliste tout à fait anonyme en quelque sorte !

Au fait, j'allais oublier de le mentionner : partant du principe énoncé ci-dessus, il serait alors possible aux militants qui ont été exclus du PCI ou du PT de rejoindre ce nouveau parti et de former leur propre tendance, non ? Vous ne pensez pas que cela vaudrait le coup d'écrire à ce *comité provisoire pour un parti ouvrier* pour voir un peu leur réponse ? Je vais le proposer à des camarades, à suivre.

Le front unique à toutes les sauces, cela continue...

*« Un projet de lettre au nouveau député PS de la circonscription et vice-président d'Angers Loire Métropole chargé de l'habitat, a été discuté et approuvé par les présents ».* Le député du PS est "nouveau", profitons-en !

Page 10, l'art de poser une question sans la poser, c'est-à-dire, en camouflant soigneusement ce qu'elle recouvre, admirez le tour de passe-passe : « *Des adhérents du PT s'interrogent sur la perspective de reconstruire un parti ouvrier indépendant.* », c'est effectivement le moins que l'on puisse dire, ils peuvent s'interroger, ils ont eu le temps de le faire depuis 1986 ! Frauduleusement, ils font démarrer cette initiative de 1991, alors qu'elle avait commencé en réalité 5 ans plus tôt avec le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT). Eh oui, il y a 21 ans déjà pour conduire les militants à l'échec total que l'on connaît.

Ce qui ne coûte rien de dire :

*« Et, avec la chute de l'Union soviétique, provoquée en 1991 par la bureaucratie stalinienne, il faudrait abandonner le combat pour la propriété collective des moyens de production ? Les militants de la IVe Internationale estiment pour leur part que, plus que jamais, la survie de l'humanité exige la rupture avec le système de la propriété privée des moyens de production et ses institutions. ! »*

Quant à « *la chute de l'Union soviétique* », on se demande bien ce qu'il y avait de « *soviétique* » dans l'État stalinien russe de 1991. Coïncidence, le MPPT se transformera en PT cette année là, sans doute pour récupérer ce qui restait de « *soviétique* » au PCF, je plaisante, à moitié seulement.

Page 12, à propos de la privatisation de la Deutsche Bahn, une occasion pour soutenir le SPD :

« *La révolte gagne de bas en haut le SPD lui-même.* » Même en « *haut* » ! Ouf, le SPD est sauvé du déshonneur et de la faillite politique ! Le PT pourra encore appeler à voter pour ce parti réformiste pourri.

En Italie. Alors que « *le courant Sinistra Critica (Gauche critique), l'organisation sœur de la LCR française en Italie n'a pas pris part au vote du PDEF (entérinant la perspective de privatisations, dont la poste italienne et les chantiers navals) le 26 juillet dernier, le rédacteur d'Informations ouvrières poursuit : Comment comprendre qu'elle apporte ainsi son soutien à un budget qui va se traduire de façon aussi brutale pour les travailleurs et leurs familles ?* », pour conclure : « *Voilà où conduit le refus de rompre avec l'Union européenne !* »

On aurait envie de dire qu'on s'en fout complètement ! On sait que la majorité de Prodi au Sénat ne tient qu'à une seule voix, par exemple, celle du sénateur Franco Turigliatto du courant *Sinistra Critica (Gauche critique)*, mais comme le texte en question présenté par le gouvernement « *a enregistré 159 voix pour, 147 contre* », qu'il ait voté ou non n'aurait absolument rien changé, non ? On est bien une nouvelle fois, je suis désolé de me répéter, face à une manipulation du PT.

Un petit complément vous permettra d'en savoir plus sur la façon particulièrement tordue et malhonnête des dirigeants du PT d'interpréter les faits.

Pour les militants qui ne le savent pas, selon les circonstances, les dirigeants du PT interprètent l'abstention comme un soutien ou un rejet. Explication.

Loin de moi l'idée de soutenir le cynique courant des amis de Besancenot en Italie, ce qui m'intéresse uniquement ici, c'est la méthode mise en oeuvre par les dirigeants du PT pour présenter les faits et tromper les militants.

Ce sénateur s'est abstenu, certes il n'a pas voté contre la politique réactionnaire de Prodi, on peut donc interpréter son abstention comme un soutien tacite à Prodi, pourquoi pas.

Quand les dirigeants du PT qui siègent à la direction confédérale de FO s'abstiennent sur une résolution présentée par Mailly (30 et 31 mars 2005) dans laquelle il refusait d'appeler à voter non le 29 mai 2005, mettant le oui et le non à égalité dans la balance, doit-on dire comme je l'ai fait que le PT a tenu un double langage, qu'il a couvert le refus de la direction confédérale d'appeler à voter non ? Eux ils ont prétendu le contraire, ils se sont abstenus ce qui ne signifiait pas qu'ils avaient voté pour. Deux poids deux mesures, ce que peut se permettre le PT, les amis de Besancenot ne le peuvent pas.

Mieux encore, lors de l'épuration de la fédération de l'Yonne du PT en 2005, les dirigeants du PT n'ont pas accepté que des militants (18) s'abstiennent sur un texte signifiant l'exclusion du responsable fédéral, ils leur ont dit, si vous vous abstenez, c'est que vous votez contre, vous êtes virés et ils ont été effectivement exclus du PT.

Page 15, consacrée à une rubrique nécrologique, une occasion rêvée pour Lambert de donner la parole au bureaucrate pourri de la CSI, Marc Blondel (FO), sur une page entière, s'il vous plaît. Outre l'amour indéfectible de la défunte pour l'État sioniste d'Israël, je cite : « *Jean Boireau disparu en 1972, elle se rapprocha de ses origines, elle épousera en 1980 un militant de la première heure de l'État d'Israël, notre camarade Elieser Halévy.* », peut guère mieux faire pour légitimer l'existence d'Israël, bravo monsieur Lambert !, on apprendra que « *sous son impulsion, fut créée l'association « Les syndicalistes amis de la Histadrout », à l'initiative d'Alexandre Hébert, Pierre Bousset, son ami et camarade de toujours — Pierre Bousset qui est au regret d'être absent aujourd'hui—, et moi-même.* ». No comment.



Tous les prétextes sont décidément bons à Lambert pour entretenir des relations politiques avec des individus forts peu fréquentables. Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

Si vous voulez en savoir plus sur l'Histadrout et le mouvement syndical en Palestine, j'ai trouvé sur Internet quelques passages intéressants. J'avoue ne pas avoir le temps de vérifier la véracité de leur contenu :

« La Histadrout devint rapidement l'une des institutions les plus puissantes de l'État d'Israël, un vivier pour le mouvement travailliste sioniste et un pilier de la construction nationale. Enfin, un grand nombre d'entreprises et d'usines étaient sa propriété et elle devint le premier employeur du pays par le biais de sa branche économique, "Hevrat HaOvdim" (מיבואה תרבה)(Société des Travailleurs) qui possédait entre autres les plus importants conglomérats de l'industrie israélienne et la deuxième banque du pays, la "Bank HaPoalim" (מילואפה קנב) (Banque des Ouvriers). »

« Toutefois, l'importance de la Histadrout commença à décroître dans les années 1980 avec la libéralisation grandissante de l'économie israélienne. Elle reste toujours un acteur majeur de l'économie du pays.

En 2005, le dirigeant d'Histadrout Amir Peretz, est élu chef du Parti travailliste. » (source : Wikipédia.htm)

Rappelons qu'Amir Péretz était ministre de la défense dans le gouvernement israélien d'Ehoud Olmert au moment du bombardement du Liban au mois d'août 2006, avant d'être obligé de démissionner. Ah ces travaillistes, ces démocrates, ces socialistes « authentiques », ces républicains, comme on les aime à la direction du PT !

Maintenant, le point de vue de Manawel Abdellal, membre du comité de direction des 250.000 membres de la Fédération Générale des Syndicats Palestiniens (PGFTU).

« Dans un entretien très large, Manawel a parlé des efforts de PGFTU pour défendre les ouvriers arabes luttant sous le joug israélien en Palestine occupée.

Il a donné de nombreux exemples des politiques utilisées par la Histadrout et l'État d'Israël pour s'assurer que la majorité Arabe de la Palestine historique reste isolée et impuissante.

Manawel a expliqué comment la Histadrout (le syndicat israélien) a utilisé sa position privilégiée dans l'État juif pour tirer profit des ouvriers palestiniens pour le compte de la Histadrout.

*"La Histadrout n'a jamais représenté aucun ouvrier palestinien à l'intérieur d'Israël." dit-il "et elle a interdit au PGFTU de défendre les ouvriers arabes dans ces régions. C'est très douloureux. Nous pouvons voir, être témoin, et entendre parler de l'exploitation cruelle des ouvriers arabes par Israël, mais nous ne pouvons faire rien..."*

*Cela ne peut que nous rappeler les cantons de l'Etat d'Apartheid d'Afrique du Sud." » (...)*

« En réponse à une question concernant une éventuelle solidarité de la Histadrout avec les ouvriers palestiniens, Manawel a répondu : "A ce jour, je n'ai vu aucune sorte de solidarité. Même lorsque des ouvriers arabes sont blessés, ce qui devrait être le B A Ba de la solidarité avec les ouvriers, je n'ai jamais entendu la Histadrout dire qu'elle condamnait ce genre d'action ou vu faire quelque chose à ce sujet."

Il a décrit des exemples de retenue et de détournement de fonds appartenant à des ouvriers palestiniens par la Histadrout.

*"Un syndicat américain du secteur de la communication a voulu donner quelque chose aux syndicats palestiniens et au mouvement des travailleurs palestiniens.*

*La Histadrout a obtenu ces fonds on ne sait comment, elle a construit un bâtiment à Jérusalem-Est, puis l'a loué au secteur privé, et de façon ironique, à un secteur privé palestinien. La contribution n'était pas censée bénéficier à des ouvriers palestiniens, ni au secteur privé, qu'il soit Palestinien ou autre. Quand on l'a interrogée, la Histadrout a répondu : "eh bien, nous n'a pas vendu l'emplacement."*

La Histadrout déduisait automatiquement 1% sur les salaires des ouvriers palestiniens depuis 1970 en tant que "cotisations syndicales".

Selon les estimations du PGFTU, entre 1970 et 1994, la Histadrout a empoché 400 millions de NIS (Nouveau Shekel Israélien) (= 67,342 millions d'Euro) "*seulement pour obtenir la permission de négocier les conventions collectives de la Histadrout avec les ouvriers israéliens*"

En 1996, juste après OSLO, un accord a été signé entre le PGFTU et la Histadrout stipulant qu'à partir de 1995, sur les 1% collectés par la Histadrout, 0.5% serait versé au PGFTU.

La Histadrout n'a pas honoré l'accord qu'ils ont signé.

Depuis 1996, ils ont gardé tout l'argent des cotisations des ouvriers palestiniens.

Pourtant, la Histadrout a une forte présence forte dans la Confédération Internationale des Syndicats Libres (ICFTU), après avoir fait partie de sa direction pendant de nombreuses années, avant même qu'il change son nom en ICFTU.

Au lieu de mettre la pression sur la Histadrout pour qu'elle applique les termes de l'accord qu'elle avait signé avec le PGFTU, l'ICFTU a exercé une pression sur le PGFTU pour qu'il abroge l'accord et qu'il y apporte des modifications plus favorables à la Histadrout

Manawel a comparé l'influence disproportionnée d'Israël dans les Organisations internationales du travail au pouvoir politique qu'Israël peut exercer parmi les nations occidentales, indépendamment de la légitimité de leurs revendications en vertu du droit international.

La Fédération Générale des Syndicats Palestiniens (PGFTU)

Les origines du PGFTU remontent à la création de l'Association des Ouvriers Arabes (AWA) à Haïfa en 1920 et à sa lutte à l'encontre des politiques discriminatoires sur le travail et l'immigration du Mandat Britannique. L'augmentation des salaires, une amélioration des conditions de travail et la journée des huit heures ont été les premiers succès des syndicats.

Mais de nombreuses campagnes ultérieures des travailleurs, y compris l'une des plus longues grèves dans l'histoire (1936 : 6 mois), ont été sabotés par la collaboration entre les Anglais, la Histadrout juive, et des collaborateurs arabes et des agents achetés.

En 1948, l'AWA a été reconnue par la Fédération Internationale des Syndicats en tant que représentant légitime des ouvriers palestiniens.

La catastrophe de 1948 qu'a été l'État juif et le nettoyage ethnique d'Israël (Al-Nakba) ont divisé en deux le Mouvement des travailleurs palestiniens. Au début, la Cisjordanie, dépendant de la loi jordanienne (avec certaines législations du travail britanniques), a été autorisée à avoir une indépendance d'action.

L'activité des syndicats a même fait une partie du code du travail en 1953. L'année suivante, la Fédération Générale des Syndicats à dominance cisjordanienne, comprenant vingt syndicats jordaniens, s'est déplacée d'Amman à Naplouse.

Mais en 1957, le Parti Communiste a été interdit et les syndicats ont été fortement contrôlés. Les 39 syndicats existants en 1957, sont descendus à 29 en 1959, et, après une fusion avec les syndicats jordaniens en 1960, ils n'étaient plus que 16 en 1961

Cependant, à Gaza, la législation du travail égyptienne était plus flexible, en particulier sous Nasser, ce qui a encouragé le développement d'une législation du travail palestinienne.

En 1964, la Fédération Palestinienne des Syndicats (PTUF) à Gaza, avec six syndicats ouvriers, a commencé à organiser les ouvriers palestiniens à l'étranger et a par la suite établi 13 branches d'exil en Europe et au Moyen-Orient.

Le PTUF fût la première organisation de masse à reconnaître l'OLP comme représentant unique des Palestiniens et y a été intégré en 1969.

Avec la guerre et l'occupation de juin 1967, Israël a tenté de supprimer totalement le mouvement des syndicats palestiniens.

Les bureaux des syndicats de Gaza ont été fermés, les responsables des syndicats ont été emprisonnés ou expulsés, et toutes les activités des syndicats ont été interdites pendant 12 ans.

Le notoire ordre militaire n° 101 du 27 août 1967 (voir ci-dessous) a été utilisé pour réduire au silence les voix des palestiniens. Les syndicats se sont cachés, mais ils ont continué à se développer.

Alors que le poids de l'occupation devenait de plus en plus lourd sur leurs institutions et leur économie, les ouvriers palestiniens ont cherché de plus en plus un emploi en Israël et dans les centres urbains. Ils ont commencé à se voir pour la première fois sous une perspective de classe ouvrière unie. » (source : <http://www.ism-suisse.org/news>)